

Thèse présentée par : Lamia BOUADI
Sous la direction de : Chantal Nicole-Drancourt
Date et lieu de la soutenance : **21 novembre 2023 à 14h, salle 17-1-04**
Titre de la thèse : « La difficile mise en œuvre de la perspective d'investissement social en France. Un focus sur les rapports entre l'Etat et la société civile dans la nouvelle question sociale »

Jury

M. Michel LALLEMENT, Professeur, Titulaire de chaire, CNAM-Paris	Président
Mme. Corinne GRENIER, Professeure, KEDGE Business School-Campus Marseille	Rapportrice
M. Philippe EYNAUD, Professeur, IAE-Paris, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne	Rapporteur
Mme. Josiane STOESSEL-RITZ, Professeure émérite, Université de Haute Alsace, Mulhouse	Examinatrice
Mme. Christine BELLAVOINE, Sociologue, Responsable du secteur des études locales, Mairie de Saint-Denis, LAVUE/mosaïques	Examinatrice

Résumé

Dans une approche résolument sociologique, centrée sur les acteurs et leurs pratiques, notre objet de recherche traite de la spécificité française du passage de l'Etat social moderne à l'Etat social post-moderne dans le traitement de la nouvelle question sociale. Dans toutes les sociétés industrielles de première modernité, l'Etat social plonge dans le dysfonctionnement et, depuis près d'un demi-siècle, fait émerger une alternative : la perspective d'investissement social. L'Etat d'investissement social et le New public management se substituent alors à l'Etat providence à des rythmes divers et dans des configurations nationales très spécifiques. Cette transition, qui s'affirme en France très tardivement, bouscule tout particulièrement la tradition française d'un Etat social protecteur, réparateur, centralisé et méfiant des corps intermédiaires : dans ce contexte, la société française travaille lentement sur elle-même et si l'équilibre des forces vives de l'intervention sociale et du développement local territorial se fissure et attise les conflits, l'innovation sociale s'invite aussi pour en ouvrir les perspectives. C'est à ces dynamiques que cette thèse s'intéresse à travers la transformation des rapports entre Etat d'investissement social et Société civile à l'épreuve des nouveaux référentiels de l'Action publique en France : département providence, Etat social accompagnateur, institution territoriale partenaire, Territoire responsable, magistrature sociale, ayant droit pro-actif, coconstruction, participation citoyenne, etc. A partir de trois monographies d'expérimentations menées dans le laboratoire social des politiques sociales en France (le département de la Seine-Saint-Denis) et avec une approche sociologique adossée à la transaction sociale, cette thèse rend compte des prémisses de la longue marche vers la post modernité à travers l'expérience humaine d'acteurs territoriaux où l'agir collectif en action reste introuvable à l'épreuve de l'inertie persistante de dépendances liées à l'histoire politique et sociale post révolutionnaire de la société française.

Mots clés : Etat social, rapport Etat-société civile, perspective d'investissement social, Transition, participation, transactions sociales, département providence.